

### Les subsides

qui fait qu'à certains moments de l'année les rives de ces lacs artificiels sont boueux et n'offrent aucune possibilité de tourisme. Les déboisement n'a pas été fait de façon rationnelle. Monsieur le Président, l'Association a conclu par ce qui suit:

L'Association croit qu'il existe une solution de rechange à des projets à grande échelle, comme la production d'électricité grâce à des méthodes industrielles et à l'utilisation de déchets. Il faut la volonté politique pour encourager la mise en valeur de ces ressources.

Le mémoire de l'Association a été appuyé par une coalition d'entreprises du secteur primaire et d'utilisateurs, notamment la B.C. Federation of Agriculture, la B.C. Forest Foundation, la B.C. Wildlife Federation, la Fisheries Foundation of B.C., le B.C. Institute of Agrologists, l'Institut forestier du Canada, Greenpeace et le Club Sierra.

Monsieur le Président, pour moi il est tout à fait clair que le secteur forestier a beaucoup plus d'importance qu'on ne pourrait le croire. Les compagnies en activité au Canada ont, dans bien des cas exploité à la hâte cette ressource. Elles ont procédé à d'énormes coupes et réalisé le plus de profits possible, le plus rapidement possible, puis s'en sont allées en nous laissant pour héritage, comme la Professional Foresters Association l'a signalé, plus de la moitié des terres exploitées n'ayant plus de valeur pour les générations futures en ce qui a trait à l'exploitation forestière, à la faune, à la pêche et le reste.

Le ministre de l'Environnement dit non à la création d'un nouveau ministère. Cette fameuse commission royale que pilote l'homme de \$800 par jour n'est pas, c'est évident, d'accord avec le cabinet libéral. On peut lire:

#### AUDIENCES DE LA COMMISSION MACDONALD— RUMEUR DE PRIORITÉ AUX FORÊTS

Le président de la Commission d'enquête, M. Donald MacDonald, a laissé entendre pour la première fois, jeudi, qu'il recommanderait au gouvernement fédéral d'accorder plus d'importance au secteur forestier.

Le journaliste ajoute qu'il est grand temps que le gouvernement fédéral s'y intéresse.

Aujourd'hui, quelques orateurs ont jeté en partie le blâme sur les gouvernements provinciaux pour les ravages pratiqués dans nos forêts. En Colombie-Britannique, on reconnaît enfin que les effets de l'abattage durent une vingtaine d'années. Il ne reste tout simplement plus assez d'arbres pour continuer la coupe et la transformation du bois au même rythme qu'aujourd'hui. Dans vingt ans, ce sera fini. A qui ce bois est-il destiné? Que font de nos arbres les bons amis des conservateurs à Victoria, Bill Bennett et ses créditistes, alors que la vente de la pâte à papier et du bois de sciage tourne au ralenti? Monsieur le Président, à peu près n'importe quel journal de Colombie-Britannique renferme tous les jours des offres de bois à vendre: «appel d'offres n° 1914, appel d'offres pour pâte de sapin». Les vendeurs sont Metropolitan Trading, E.R. Probyn Limited, Crown Zellerbach, Canadian Overseas Log et ainsi de suite. Le gouvernement créditiste se contente d'abattre les arbres et de les expédier à l'étranger pour qu'ils y soient transformés, sans se préoccuper des emplois que nous perdons. Il croit faire de bonnes affaires. Voici les conséquences de ces exportations. Ces données viennent d'un article paru il n'y a pas longtemps:

Les exportations de blocs de sciage vont provoquer à elles seules la perte de 30,000 emplois...

Il s'agit d'emplois permanents, monsieur le Président.  
... d'ici à l'an 2000.

Le Syndicat des bûcherons de Colombie-Britannique a protesté contre ces exportations. Ses membres seraient pourtant

touchés si les travaux de coupe du bois destiné à l'exportation étaient réduits.

Monsieur le Président, *Harrowsmith* a publié dernièrement un éditorial qui donne à réfléchir au moment où nous nous demandons si la Chambre va enfin intervenir en demandant la nomination d'un ministre principal, en insistant sur la tenue d'une conférence des premiers ministres et en s'occupant de remettre le secteur forestier sur les rails.

Les passages suivants s'inspirent du rapport du Conseil des sciences du Canada, dont les libéraux ne semblent pas vouloir adopter les recommandations:

Le huitième des forêts productives du Canada se sont dégradées sur le plan sylvicole: d'immenses étendues sont déboisées et incapables de produire une récolte marchande avant soixante ou quatre-vingts ans. Et quelque deux cent à quatre cent mille hectares de forêts sont abattus chaque année et accroissent d'autant cette superficie d'un état désolant.

Ce sont des terres devenues absolument inexploitable, monsieur le Président, tant pour le marché des pâtes que pour celui du bois de sciage.

D'un bout à l'autre du Canada, nous plantons annuellement 350 millions de semis. La Suède, dont la taille est comparable à celle de l'Alberta, en plante pour sa part 400 millions. Près de 300 agglomérations canadiennes tirent leur subsistance de l'exploitation forestière et de la transformation du bois... En outre, comme chaque emploi dans l'industrie du bois en crée un autre sur le plan local et un troisième dans un autre secteur de l'économie nationale, le déclin de l'industrie forestière serait lourd de conséquences pour l'économie en général...

Monsieur le Président, c'est précisément ce que nous voyons actuellement. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration m'a envoyé une lettre me disant que je ne devais pas même songer que le gouvernement fédéral puisse débloquer des fonds supplémentaires parce que le chômage dans le secteur forestier de Skeena et du nord-ouest de la Colombie-Britannique n'est actuellement qu'à 50 p. 100 du niveau maximal de l'emploi. Quelles sornettes! Je n'ai aucune sympathie pour un gouvernement qui adopte une attitude comme celle-là non seulement envers les personnes touchées, mais envers une industrie si importante pour notre pays. Les forêts canadiennes ont engendré des recettes fiscales supérieures à un milliard de dollars pour le gouvernement fédéral c'est-à-dire plus que les recettes provenant des pêches, des mines, des combustibles et de l'agriculture ensemble. Que dépense le gouvernement? Je crois que les Canadiens et les travailleurs de cette industrie doivent le savoir. Les médias doivent le savoir afin de commencer à présenter des éditoriaux mordants, et à juste titre, au sujet de l'apathie du gouvernement actuel.

Monsieur le Président, je voudrais citer un passage tiré d'un discours de Les Reid qui était sous-ministre adjoint et qui a vraiment apporté une lueur d'espoir au Service canadien des forêts. Malheureusement, il vient de démissionner et on peut présumer uniquement à cause de l'incurie du gouvernement. Voici ce qu'il a déclaré:

Les dépenses fédérales et provinciales et celles de l'industrie au titre de la sylviculture en 1979 étaient évaluées à environ 178 millions de dollars. On estime que les recettes publiques provenant de l'industrie forestière en 1979 dépassaient 3 milliards de dollars. Malheureusement, les gouvernements n'ont consacré au reboisement que 5c. sur chaque dollar touché.

Monsieur le Président, cela est fort révélateur. Le gouvernement n'est disposé qu'à réinvestir 5 p. 100 dans le secteur le plus lucratif au Canada. Je trouve que c'est honteux. Un dernier point pour résumer le tout, monsieur le Président.